

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Long terme et conjoncture

L'économie est-elle entrée dans une nouvelle onde longue expansive ?

- Economie -

Date de mise en ligne : mardi 6 juin 2000

Démocratie & Socialisme

L'économie est-elle sortie de l'onde longue de stagnation qui avait débuté en 1973 (voir encadré) et sommes nous entrés dans une nouvelle onde longue expansive ou bien, la croissance que nous connaissons en Europe et tout particulièrement en France depuis trois ans est-elle seulement conjoncturelle ?

La nouvelle situation de l'économie américaine, la persistance de la stagnation de l'économie japonaise, les inquiétudes qui se manifestent quant à la poursuite de la croissance en Europe et en France amènent à poser cette question sous un nouvel éclairage.

Le taux de profit a aujourd'hui retrouvé ses niveaux d'avant 1973

Le taux de profit moyen dans les principaux pays industriels (USA, Union européenne et Japon) s'élevait à un peu plus de 16 % à la fin des années 1960. Il était descendu aux environs de 12 % au début des années 1980. Il est aujourd'hui de nouveau à plus de 16 %.

Ce redressement du taux de profit est la conséquence d'un nouveau mode de fonctionnement du capitalisme : la mondialisation libérale. Ce nouveau mode de fonctionnement combine le global et le local : la suprématie de la finance, l'austérité salariale et la " coopération forcée " dans l'entreprise.

Les régressions sociales et politiques liées à la mondialisation libérale ont pu être imposées au salariat à la suite des défaites politiques et sociales subies depuis la fin des années 1970. Chacune de ces défaites est d'ampleur relativement limitée (à la différence par exemple de l'écrasement du mouvement ouvrier par le nazisme au début des années 1930) mais leur cumul a entraîné une dégradation importante du rapport de forces entre le salariat et le Capital.

La défaite des aiguilleurs du ciel face à Reagan, des mineurs anglais face à Margaret Thatcher, la défaite de la révolution sociale au Nicaragua et en Iran, de la révolution politique en Chine (Tien Anmen) constituent les étapes les plus marquantes de cette série de défaites. La guerre du Golfe couronne cet ensemble de revers que la chute du stalinisme en URSS comme dans les pays d'Europe orientale et centrale, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud ou les succès du Parti des Travailleurs au Brésil n'ont pas permis de contrebalancer.

Les conditions spécifiques de la naissance de l'euro marquées par le blocage de l'Europe politique et la régression de l'Europe sociale se sont depuis ajoutées à la liste des défaites partielles subies par le salariat.

Mais le taux de profit n'est pas le seul critère

Pour répondre à la question de savoir si nous sommes entrés dans une nouvelle onde longue expansive, le taux de profit est un critère synthétique important mais il n'existe pas de seuil de ce taux à partir duquel s'amorcerait spontanément une nouvelle onde longue expansive.

Et surtout, le taux de profit n'est pas le seul critère synthétique. Deux autres critères synthétiques doivent être pris en considération : le taux d'accumulation du capital (l'investissement productif) et le taux de croissance du PIB des principaux pays industrialisés.

Ce n'est que dans la mesure où l'augmentation du taux de profit entraînerait simultanément une augmentation comparable du taux d'accumulation et du taux de croissance qu'il deviendrait possible de considérer que nous sommes entrés dans une nouvelle onde longue expansive.

Le taux d'accumulation

A la fin des années 1960 et au début des années 1970 (avant la Crise) le taux de profit moyen était de l'ordre de 16 %, le taux d'accumulation était, en moyenne, supérieur à 8 %.

De la 1ère récession généralisée du début des années 1970 à la 2ème récession généralisée du début des années 1980, le taux de profit moyen et le taux d'accumulation moyen ont baissé en chœur tous les deux (jusqu'à 12 % pour le taux de profit et 6 % pour le taux d'accumulation).

Mais ce qui caractérise l'économie des principaux pays industrialisés depuis la 2ème récession généralisée du début des années 1980 c'est la déconnexion de l'évolution du taux de profit et du taux d'accumulation. Le taux de profit, nous l'avons vu, a retrouvé un niveau supérieur à 16 % par contre le taux d'accumulation plafonne à un peu plus de 6,5 %.

De surcroît, ce taux de 6,5 % ne constitue qu'une moyenne.

Aux USA, les investissements bruts privés ont augmenté de 8,5 % par an de 1992 à 2000 retrouvant ainsi le rythme des années 1960.

Mais l'évolution de ce taux n'a pas du tout été la même en Europe et au Japon au cours de la même période. En Europe ce taux est inférieur à 5 % en moyenne pour l'Union européenne et à 3 % pour le Japon.

Le taux de croissance

Les USA ont connu une période de croissance ininterrompue de près de 10 ans : de 1992 à 2000. Le PIB a cru de 3,7 % en moyenne au cours de ces années avec des pointes à 5, 2 % en 2000 ou à 4,4 % en 1997 et 1998. Entre 1996 et 2000, le PNB a augmenté de 25 % : un taux de croissance comparable à celui des années 1960.

L'Europe a connu un taux de croissance inférieur de moitié jusqu'en 1997. Depuis 1997 le taux de croissance s'est rapproché de 3 %.

Au cours de la même période, le taux de croissance au Japon a été deux fois moins élevé qu'en Europe. Le Japon a connu une récession en 1998 (une baisse de son PIB) et le taux de croissance était inférieur à 1 % en 2000.

Pourquoi les taux d'accumulation et de croissance sont-ils restés à la traîne ?

Le fonctionnement actuel du capitalisme atteint une redoutable efficacité quand il s'agit de dégager des profits. Mais quand il s'agit d'accumulation du capital ou de croissance, il n'en va pas de même. Et cela pour trois raisons.

D'abord parce que la mondialisation libérale est un mode de fonctionnement excluant.

Il s'agit là d'une nouveauté dans l'histoire du capitalisme qui jusque là s'était toujours étendu à de nouveaux pays et à de nouveaux secteurs (agriculture, services...). Aujourd'hui, de nombreux pays sont exclus de tout développement économique : un continent entier comme l'Afrique est maintenant totalement marginalisé.

L'économie est-elle entrée dans une nouvelle onde longue expansive ?

Ensuite parce que le fossé entre la demande sociale et les produits qui permettent de réaliser un taux de profit élevé s'est considérablement élargi.

Au cours de l'onde longue expansive précédente (les " trente glorieuses : 1945-1973) les automobiles, les équipements ménagers correspondaient à une demande sociale réelle et permettaient, en même temps, de dégager un taux de profit élevé. Aujourd'hui, la demande sociale s'est déplacée vers des services où la productivité ne peut guère progresser et où le taux de profit est donc relativement bas : la santé, l'éducation, la culture.

Le fonctionnement actuel du capitalisme refuse de prendre en compte cette demande sociale et essaie à la place de nous vendre des téléphones portables, ce qui est sans doute utile mais, au total, quand même un peu limité si l'on se situe du point de vue de la satisfaction des besoins sociaux réels.

Enfin parce que la mondialisation libérale est un mode de fonctionnement instable.

Le taux de profit des années 1960 n'a pu être de nouveau atteint que par une diminution rigoureuse de la part des salaires dans le partage des richesses créées chaque année. Le problème des débouchés qu'il fallait bien trouver pour écouler la production a donc dû être résolu d'une manière spécifique : par l'accroissement de la consommation des riches et de la couche supérieure du salariat grâce, notamment, à la hausse des cours boursiers.

L'économie mondialisée est ainsi devenue très dépendante des cours de la bourse dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne se caractérisent pas toujours par leur stabilité. Ce qui se passe actuellement aux USA indique, d'ailleurs, l'ampleur du problème posé par ce mode de fonctionnement.

L'expansion économique américaine n'est pas généralisable

Une nouvelle onde longue expansive ne pourrait cantonner son existence à un seul pays ou à un seul continent. Il lui faudrait se déployer, au minimum, dans les trois principaux pôles économiques (qui représentent plus de 50 % du PIB mondial) : les USA, l'Europe et le Japon.

La faiblesse du taux de croissance au Japon devrait, à elle seule, indiquer que nous ne sommes pas encore entrés dans une nouvelle onde longue expansive. D'autant qu'en Europe la croissance reste précaire car elle est dépendante des décisions de la Banque Centrale Européenne, institution que les traités de Maastricht et d'Amsterdam ont placée au-dessus de tout contrôle...

Au total la situation paraît beaucoup plus marquée par la croissance exceptionnelle de la croissance et de l'investissement aux Etats-Unis que par l'entrée de l'économie mondiale dans une onde longue expansive.

La question qui se pose est donc, alors, de savoir si l'expansion (basée sur un double bang : celui de la consommation et celui de l'investissement) qu'ont connu les USA de 1999 à 2000 est généralisable.

La consommation a augmenté tout au long de la précédente décennie à un rythme supérieur au taux de croissance. En 1991, les ménages américains consommaient 91 % de leurs revenus, ils en consommaient 100 % en 2000. C'est l'endettement qui a permis cette augmentation spectaculaire de la consommation : la dette des ménages américains est passée de 84 à 102 % de leur revenu entre 1993 et 2000. Quel pays au monde, en dehors des USA, pourrait se permettre d'accumuler de telles dettes privées sans que son économie en subisse aussitôt les conséquences ?

L'économie est-elle entrée dans une nouvelle onde longue expansive ?

En 1992, l'investissement productif représentait 10 % du PIB. Il en représentait 12,5 % en 1999. Le surcroît d'investissement cumulé de 1992 à 1999 aux USA correspondait à 250 milliards de dollars. Or, au cours de la même période le déficit cumulé de la balance extérieure des USA s'élevait à 225 milliards de dollars. L'investissement productif aux USA a donc été financé presque en totalité, par le reste du monde et en particulier l'Europe et le Japon.

La domination américaine dans tous les domaines (politique, militaire, technologique et économique) lui permet de faire financer par le reste du monde, et en particulier par l'Europe et le Japon, un déficit considérable.

Il est évident que ce modèle est très difficilement exportable : tous les pays du monde ne peuvent pas, en même temps, être la super-puissance. Les capitaux européens et japonais ne pourraient pas à la fois financer l'investissement aux USA et dans leurs propres pays

Où en est, maintenant, l'expansion américaine ?

Aujourd'hui la question n'est, d'ailleurs, plus tant de savoir si le modèle américain est généralisable mais tout simplement d'essayer d'évaluer l'ampleur et la durée de la stagnation que connaît actuellement l'économie américaine.

D&S a analysé dans un précédent article cet atterrissage difficile de la croissance américaine. Les prévisions les plus récentes confirment que la croissance US devrait être inférieure à 2 % en 2001. Ce qui signifierait une rupture brutale avec la période précédente.

Il deviendrait alors vraiment très difficile - avec un taux de croissance de moins de 1 % au Japon, de moins de 2 % aux Etats-Unis et d'environ 3 % en Europe- de pouvoir considérer que l'économie mondiale serait entrée dans une nouvelle onde longue expansive.

La crise boursière s'est traduite par une baisse de plus de 62 % des valeurs de nouvelles technologiques à la Bourse de New-York (le Nasdaq). Elle touche maintenant l'ensemble des valeurs cotées en bourse. Le fait que nul ne sache si cette crise endémique débouchera ou non sur un krach indique clairement l'ampleur de l'instabilité du mode de fonctionnement actuel de l'économie.

A quelles conditions les taux d'accumulation et de croissance pourraient-ils s'élever durablement ?

Deux phénomènes sont aujourd'hui en germe qui pourraient permettre à ces taux de s'élever durablement et à l'économie d'entrer dans une nouvelle onde longue expansive.

Le premier phénomène est lié à l'écroulement du stalinisme en URSS et dans les pays de l'Est, à la politique de la bureaucratie chinoise qui essaie de se transformer en classe capitaliste et à la situation de pays très peuplés comme l'Inde ou l'Indonésie. Le capital pourrait, en effet, trouver un nouveau champ d'activité dans ces pays où une vague massive d'investissements permettrait d'assurer un taux d'accumulation du capital élevé et durable.

Mais force est de constater qu'à l'heure actuelle l'ouverture de ces marchés n'est que marginale. Force est, également, d'observer que, malgré les injonctions du FMI, les conditions économiques et politiques d'une réelle ouverture de ces marchés à la mondialisation libérale n'ont guère avancé.

Le deuxième phénomène est celui de la diffusion des nouvelles technologies (télé-informatique, bio-technologie ou

L'économie est-elle entrée dans une nouvelle onde longue expansive ?

nouveaux matériaux ...) Aux Etats Unis, les investissements en innovation technologiques ont généré une hausse considérable de la productivité dont l'augmentation annuelle n'était que de 1 % par an seulement en 1991 mais atteignait 3 %, chaque année, de 1996 à 2000.

Les gains de productivité ont permis aux salaires réels de recommencer à croître sans rogner les profits et ils pourraient, s'ils continuaient à augmenter au même rythme, constituer la base d'une nouvelle onde longue expansive.

Mais la chute du coût de ces technologies n'est pas encore assez importante et ces dernières ne dégagent pas, aujourd'hui, une productivité suffisante pour permettre leur autofinancement. Ce sont, nous l'avons vu, les profits européens et japonais qui ont dû financer le boom de l'investissement aux USA.

Quelle est la nature de l'expansion que connaissent aujourd'hui l' Europe et la France ?

La croissance que connaît l'Union européenne, la nouvelle donne économique en France depuis 1997 sont donc vraisemblablement de nature conjoncturelle et liées à un cycle économique de plus courte durée qu'une onde longue (voir encadré).

La France avait connu en 1987-1989 une expansion similaire avec un taux de croissance supérieure (de l'ordre de 4 %) qui avait déjà permis la création de centaine de milliers d'emplois. C'est la politique de marche forcée vers la monnaie unique qui avait, ensuite, fait rapidement avorter l'expansion en faisant de l'austérité salariale et de la baisse des déficits publics l'alpha et l'oméga de la politique économique.

La nouvelle donne économique met plus que jamais d'actualité la lutte politique et sociale pour que le salariat obtienne une part plus importante dans le partage des richesses.

D'abord parce que c'est le moment d'enranger des acquis : lors du retournement du cycle économique, ce sera nettement plus difficile.

Ensuite parce que l'augmentation de la part des salaires et donc de la consommation est la meilleure façon faire durer le plus longtemps possible cette nouvelle donne économique.

Jean-Jacques Chavigné

Court terme et long terme en économie

Depuis le début du capitalisme, quatre ondes longues expansives et quatre ondes longues de stagnation (ou récessives) se sont succédées.

La durée des ondes longues expansive a été de 38 ans pour la première (1778-1816), 25 ans pour la seconde (1848-1873), 31 ans pour la troisième (1893-1924) et 28 ans pour la quatrième (1945-1973).

La durée des 4 ondes longues de stagnation a été de 30 ans pour la première (1816-1847), de 20 ans pour la seconde (1873-1893), de 20 ans également pour la troisième. Quant à la quatrième onde longue de stagnation elle a débuté en 1973...

L'économie est-elle entrée dans une nouvelle onde longue expansive ?

Ernest Mandel a été le principal théoricien des " ondes longues ". Il a notamment distingué la notion d'onde longue de celle de cycle long (les cycles " Kondratiev ").

En effet, la notion de cycle implique une certaine automaticité dans le passage d'un cycle à l'autre. La notion d'onde longue implique, au contraire, que ce passage n'est pas automatique, tout au moins dans le sens d'une onde longue récessive vers une onde longue expansive. Il faut alors qu'interviennent ce que Mandel appelait des " variables exogènes ", des variables extérieures à l'économie (colonisation, guerres mondiales...) pour entraîner le passage d'une onde à une autre.

A l'intérieur de chacune de ces ondes longues se succèdent des cycles plus courts (7 ans environ).

Durant une onde longue expansive, les phases de crise et de récession sont plus courtes et moins profondes, les périodes de reprises et d'expansion plus longues et plus amples. C'est bien sûr l'inverse au cours d'une onde longue de stagnation.

Depuis le début de l'onde longue de stagnation (1973), trois crises et dépressions en France : 1973-1974 ; 1980-1982 ; 1990-1993 et trois 3 reprises et expansions : 1975-1979 ; 1983-1989 ; 1997- ...

La Crise avec un grand " C " correspond à une phase longue, à une onde longue de stagnation. La crise avec un petit " c " correspond à une phase du cycle court. C'est l'un des 4 temps du " cycle des affaires " : crise, dépression, reprise, expansion.

J.J.C.